

**Michel FREITAG et Éric PINEAULT (dir.) (1999), *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Montréal, Éditions Nota Bene.**

**Sébastien St-Onge**

Au lendemain du Sommet des Amériques, il aura fallu peu de temps aux autorités pour démanteler ce que les participants du Sommet des peuples ont nommé le « mur de la honte » et effacer toute trace matérielle des débordements de cet événement. De cette rencontre historique, réunissant trente-quatre chefs d'État et visant la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), les médias auront retenu les nombreuses confrontations survenues entre policiers et activistes, alors que derrière les écrans de fumée, laissés par les lancements répétés de gaz lacrymogène, le destin des sociétés et des cultures se négociaient à huis clos. N'eût été de la fuite provenant de l'*Institut for Agriculture and Trade Policy*, qui révéla sur Internet la teneur d'un chapitre de l'accord portant sur l'investissement étranger, le substrat de la ZLEA serait demeuré relativement secret et sujet à la spéculation. Or, on apprend à la lecture de cette ébauche et à l'instar de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), que la ZLEA visait une fois de plus la consécration des investisseurs par la signature d'une charte des droits des multinationales à l'échelle des Amériques. L'AMI, rappelons-le, est bel et bien mort. Mais son esprit vit toujours ; il semble même s'être réincarné dans le corps de la ZLEA. Dans ce contexte et plus que jamais, le spectre du *monde enchaîné* revient nous hanter.

À la lumière de ce récent épisode, il importe maintenant de revenir sur un ouvrage qui n'a pas reçu la couverture médiatique qu'il méritait eût égard à la richesse de la thèse défendue et à la justesse de ses analyses. Plus de deux ans après sa parution, *Le monde enchaîné*, rédigé par un groupe d'intellectuels réunit autour de Michel Freitag, apparaît de première nécessité pour lever le voile sur les véritables enjeux d'une conception trop souvent simplifiée et enjolivée d'une mondialisation qui se présente, aux yeux du sens commun, comme relevant d'un processus sociohistorique naturel et inévitable. Selon l'idéologie néolibérale dominante, la mondialisation confinerait les sociétés, pour leur plus grand bien, à une nouvelle dynamique planétaire où la croissance et le développement économiques passeraient *fatalement* par une extraversion complète de leur économie et par le libre déploiement du capital. Après

l'âge d'or du keynésianisme, les États nationaux auraient maintenant avantage – selon les économistes néocapitalistes avec Milton Friedman en tête – à renoncer aux politiques interventionnistes pour s'en remettre au libre jeu du marché, à la main invisible d'Adam Smith. Désormais, le salut et l'enrichissement global du monde se situeraient par-delà les frontières nationales, dans un vaste *no man's land* prometteur. Un ailleurs, nous dit Michel Freitag, où l'on « chante la vertu magique des exportations, les bienfaits incomparables des investissements étrangers et la portée miraculeuse de l'accès à l'immensité du marché mondial » (p.13). Loin de se confiner à certains cercles universitaires restreints, cette conception de la mondialisation, nous préviennent d'entrée de jeu les auteurs, est parvenue à s'imposer auprès des classes politiques, à telle enseigne qu'elle a aujourd'hui force de loi. Le Sommet des Amériques est là pour nous le rappeler.

Or, ce que l'idéologie néolibérale occulte dans son discours par des procédés rhétoriques et qui transparait éloquentement dans le texte de l'AMI – voir le texte d'Éric Pineault –, c'est que l'avènement de cet ailleurs enchanteur, s'il en est un, est conditionnel au renoncement délibéré des États à leur souveraineté politique. Dissoudre le politique dans l'économie ou le mettre à la remorque d'un système économique systémique et autoréférentiel d'expansion illimitée, globaliser au détriment des sociétés et des cultures, assujettir les peuples à la toute puissance du capital, voilà les véritables enjeux de l'AMI dénoncés par les collaborateurs du *Monde enchaîné*.

C'est donc à contre-courant et en déployant les meilleurs instruments de l'analyse sociologique que des auteurs comme Gilles Gagné et Jacques Mascotto s'emploient, en empruntant des routes diversifiées mais convergentes, à démontrer qu'en réalité la globalisation et son avant-dernier avatar mort-né, l'AMI, – les négociations entourant la ZLEA nous obligent à parler ainsi – procédaient, en fait, d'une construction idéologique et politique au service d'une *overclass* américanisée désirant prendre les commandes du monde.

Sous l'impulsion des années d'après-guerre, les firmes transnationales (FTN) ont bénéficié du développement concomitant de la technique et des communications pour se répandre à un rythme phénoménal. Cette expansion, nous apprend Jacques Mascotto, est tributaire du triomphe historique des États lockéens (le capitalisme anglo-

saxon à l'état pur) sur les États hobbésiens – fondant leur souveraineté sur une mobilisation politique centralisée des ressources économiques. À la fin des années 1960, pour chiffrer le phénomène, on comptait dans les 14 pays les plus industrialisés, 7000 FTN alors qu'on en dénombrait près de 26 000 au début de la décennie 1990 (Deblock et Brunelle). À elles seules, les 200 plus grandes FTN détiennent aujourd'hui 26% du produit intérieur brut mondial.

C'est grâce à leurs réseaux bien ancrés et à la prolifération de leurs filiales tentaculaires que les FTN ont fait du monde leur espace de rationalité en tirant profit de la disparité des ordres sociopolitiques des États nationaux. En ce sens, l'échec de l'AMI ne signifie pas pour autant la défaite de la mondialisation, puisque, dans les faits, la dynamique transnationale a déjà créé, selon Freitag, un espace interstitiel dominant qui enserme de toute part les économies nationales. Cette transformation d'ordre structurel marque le passage du capitalisme industriel à sa forme la plus avancée, le système financier globalisé.

Si historiquement les différentes phases du capitalisme ont toujours évolué dans un rapport dialectique entre l'*oikonomia* (l'agencement des besoins et des usages dans les formes concrètes de la vie sociale) et la *chrématistique* (faire de l'accroissement illimité du capital le but ultime de l'existence), le système financier globalisé, quant à lui, s'est détaché des formes concrètes de la vie en société. Il a rompu radicalement avec la réalité moderne de la chrématistique capitaliste.

Dans le capitalisme industriel, la reproduction du capital ne pouvait pas s'affranchir, malgré la soif de profit indéniable du capitaliste, de la médiation obligée de la marchandise entre la mise initiale d'argent et la réalisation de la plus-value. Il y avait, pour ainsi dire, un mariage de raison entre l'économie et la société. Le capitalisme avait, d'un côté, besoin du travailleur comme maillon indispensable à l'organisation du travail productif et, de l'autre côté, comme consommateur des produits issus de cette même production.

Or, dans sa forme avancée, le système financier globalisé peut se passer du détour social introduit par la modernité. Certes, le capitalisme industriel n'a pas disparu pour autant, mais au dessus de lui prend place un système de plus en plus autoréférentiel et autorégulé, où le capital peut se reproduire à l'infini sans qu'à l'étage du bas un bien réel soit

transigé. Dans cette nouvelle économie, « les transactions financières, incluant celles qui portent sur les devises, dépassent de plus de cent fois le volume des transactions réelles, pour atteindre le chiffre de quelque 2000 milliards de dollars par jour » (p. 269). C'est au nom de l'absolutisme de cet espace virtuel que l'économie se détache de la société, que l'humanité se referme sur elle-même. À un bout de ce système virtuel, les investisseurs se livrent à la course aux rendements financiers et font pression sur l'économie réelle, pendant que, à l'autre bout, l'horizon du travailleur se rétrécit.

L'AMI, nous y revenons, n'était que la « pointe avancée d'un *néoconstitutionnalisme* global dont le but [était] la partition de l'humanité : d'un côté, une *overclass* affranchie de toute finalité normative dans les rapports humains, de l'autre, une masse d'individus destinés à "vivre et à penser comme des porcs" » (p. 33). En voulant définir positivement l'investisseur en tant que nouveau citoyen de l'économie mondiale et comme étant l'égal des États, l'accord voulait ainsi faciliter la transnationalisation des classes dominantes en élevant les droits privés au-dessus des droits sociaux. Au fond, il s'agissait de libérer les détenteurs de capital (les firmes transnationales) de toute forme d'entraves juridiques, politiques et sociales. Avec l'AMI, et pour reprendre la formule synthétique de Lori M. Wallach, il s'agissait ni plus ni moins de rédiger « la constitution mondiale des droits du capital ». Une constitution qui, une fois entérinée, verrouillerait la capacité juridique des États signataires à exercer leur souveraineté nationale pendant la durée juridique de l'accord. En clair, l'État, le *night watcher* du libéralisme classique, devait s'effacer face au système supra-étatique mais en même temps, il devait se faire le chien de garde de ce nouveau barbarisme, pour reprendre les termes de Gilles Gagné, c'est-à-dire garantir aux investisseurs qu'ils pourraient brasser des affaires sans que les luttes syndicales propres à la société hôte n'entravent le commerce planétaire.

On peut se réjouir temporairement de l'échec de l'institutionnalisation des droits du capital dans un accord réduisant la souveraineté politique des États au statut atrophié de territoires à capitaliser et à globaliser, mais dans sa réalité effective, l'économie mondiale est déjà sous la gouverne de la transnationalisation. L'international est débarqué dans l'arène nationale et il discrimine sur son passage toute forme de protectionnisme étatique. En apparence

seulement, l'État semble ainsi conserver sa souveraineté, son droit de veto sur l'économie mais, en réalité, les gouvernements nationaux courent après les investissements étrangers et ils déploient mer et monde pour faciliter la venue des firmes transnationales sur leurs territoires.

La divulgation du contenu de l'AMI par l'organisme américain Citizen Watch en septembre 1997, a permis d'une part de révéler au grand jour le processus de démission politique qui se tramait sous les auspices de *l'Organisation pour la coopération et le développement économique* (OCDE) et, d'autre part, elle a enclenché un vaste mouvement de conscientisation et de résistance face à la primauté du capital sur les sociétés. *Le monde enchaîné* s'inscrit dans ce mouvement d'opposition et se veut une lanterne pour comprendre les tenants et les aboutissants de la globalisation et de la financiarisation qui, en paraphrasant Gilles Gagné, plongent partout ses plus fines racines et « vascularisent » l'ensemble du corps social.

L'heure n'est plus, nous l'avons dit, à la transnationalisation, à l'internationalisation de l'économie, cette phase appartient désormais au passé. L'heure est maintenant à la désocialisation et à la désinstitutionnalisation des sociétés occidentales. À ce stade de l'analyse et de l'évolution historique, il appert que ce sont les institutions collectives qui représentent un obstacle à l'autonomisation du capital. Peu importe l'appellation sémantique (AMI ou ZLEA) dans laquelle s'incarne la suprématie du capital, il faut lutter – comme nous y convie Michel Freitag – « contre la globalisation, contre la domination du monde par l'économie émancipée de la société qui prétend achever l'histoire sans elle et contre elle » (p.26).

*Sébastien St-Onge*  
*3<sup>e</sup> cycle*  
*Sociologie, Université Laval*